**VERVIERS - PROPRETÉ PUBLIQUE** 

### Marre des dépôts sauvages: il interpelle le conseil

### Des citoyens veulent un plan d'action de la Ville

uite à l'explosion des dépôts sauvages depuis quelques semaines à Verviers, un citoyen interpellera les élus devant le conseil communal du 10 février prochain. Le but est de savoir si un plan d'action pour endiguer le phénomène est sur les rails, mais également de formuler des suggestions pour endiguer le problème.

Poubelles, dépôts sauvages, déchets, immondices... autant de mots qui déchaînent les passions à Verviers, et plus particulièrement encore depuis le passage aux conteneurs à puce ce premier janvier 2020. Le nombre de déchets ramassés en rue par les ouvriers communaux verviétois a en effet explosé par rapport à l'an passé. Un constat aisément observable sur le groupe Facebook «Les dépôts sauvages verviétois», entre autres, pourtant créée bien avant 2020 par la Verviétoise Maud Greimers. « C'est un problème récurrent à Verviers depuis plusieurs années », souffle Michaël Latte, un autre Verviétois vivant en

dans ce groupe.

C'est dans ce contexte qu'il a norme?», interroge-t-il. décidé d'interpeller les élus verviétois à l'occasion du prochain conseil communal, fixé au 10 février prochain. « Quand allez-vous vous décider à agir, trouver des solutions pour répondre à la problématique des dépôts sauvages sur l'entité verviétoise et notam-



centre-ville et très impliqué ment dans certains quartiers où cela est devenu une

### **UN GROUPE DE RÉFLEXION?**

L'idée de cette interpellation est née de concertations entre Michaël Latte et Maud Greimers. «Beaucoup de gens pensent que "Les dépôts sauvages verviétois" est un groupe d'inaction, juste pour dénoncer. Nous avons donc voulu passer dans l'action par cette interpellation », explique le citoyen qui précise que le groupe Facebook se veut totalement apolitique. De cette interpellation, le Verviétois attend que la Ville passe elle aussi à l'action. « On attend que ça bouge, que des choses se mettent en place. À cet égard, pourquoi ne pas mettre en place un groupe de réflexion », suggère-t-il. C'est d'ailleurs la voie que le groupe Facebook compte prendre. « L'optique est d'en faire un endroit de réflexion. Mais ce n'est pas évident, chacun pense détenir la vérité ultime sur ce sujet. Or, on ne voit la réalité que par son cadre de référence. » Ces deux Verviétois sont bien DES PISTES DE SOLUTIONS

conscients que la propreté pu- Bien entendu, pas question Michaël Latte et sa comparse blique est un problème complexe. « D'un côté il y a une responsabilité des politiques qui n'ont rien fait pendant des années, de l'autre il y a une question de cohésion sociale et de respect qui vient plus des citoyens. Tout un chacun a des moi, c'est la clé de la résolution droits et des devoirs », estime-til. «Je sais également qu'un projet en politique met du est interpellé, de l'obliger à temps à se monter...» Mais sur suivre une formation cice sujet, il y a urgence.

pour Michaël Latte de critiquer sans rien proposer derrière. Dans son interpellation, il énumère ainsi différentes pistes de solutions. «Je plaide notamment pour davantage d'éducation dans ce domaine. Selon du problème. Ainsi, une idée serait, une fois que le pollueur toyenne axée sur la propreté émerger publique, en plus d'une éventuelle amende.»

ont déjà rencontré l'échevin de l'Environnement qu'ils sentent très impliqué dans cette problématique. Ils espèrent de sa part et de celle de ses collègues du collège une attention toute particulière à l'interpellation de lundi prochain. « Mon interpellation se veut constructive, c'est une main tendue pour pouvoir s'asseoir autour d'une table et discuter pour faire solutions concrètes. » 🔾

**AURÉLIE FRANSOLET** 



**VERVIERS – INCIDENT DU GLYPHOSATE** 

# La Ville ne supportera pas le coût du glyphosate

bert, devrait enfin être close. contesté auprès de l'entreprise clamerait pas le paiement du Pour rappel, en mai 2019, l'herbe du terrain avait été complètement brûlée à la suite d'une pulvérisation massive de glyphosate, un herbicide particulièrement toxique, par l'entreprise en charge de sa réno-vation pour accélérer la décomposition de l'herbe et ce, alors que ce n'était pas prévu. Toutes les précautions d'usage n'avaient pas été prises, les riverains n'avaient d'ailleurs pas été avisés de cet épandage. Le

en charge des travaux, les fac-

Une somme symbolique de 800 € sur un montant de 50.000 €

tures relatives au produit en lui-même.

L'affaire du terrain de football scandale était ainsi né. Voici quelques semaines, la so-de la rue du Panorama, à Stem- La Ville de Verviers avait ciété a fait savoir qu'elle ne réglyphosate utilisé. Un geste symbolique selon l'échevin des Travaux, vu qu'il s'agit en viron de 800 euros sur un chantier de 50.000 euros. L'échevin en profite pour souligner que le terrain, qu'utilise l'Entente Stembertoise, est désormais utilisable. Le tracé ayant été effectué tout récem-

Toujours dans ce dossier, une riveraine avait écrit au ministre de tutelle pour se



plaindre de n'avoir reçu toutes les pièces de cette affaire. Le ministre a rendu sa réponse et intimé à la Ville de communiquer l'intégralité desdits documents, à savoir des échanges de mails. «Certains n'avaient

pas été transmis parce qu'ils n'étaient pas pertinents. Il y avait par exemple des mails du type réponse automatique "je suis absent cette semaine..." Mais nous nous sommes exécutés », annonce Maxime De-

gey. « Je suis pour la transpa rence, mais il faut tout de même dire que ça représente une charge de travail supplémentaire pour l'administra-

**VERVIERS – SANS-PAPIERS** 

## Une motion pour régulariser les sans-papiers à Verviers

Ecolo Verviers a déposé une mo- Ecolo qui la dépose. tion visant à régulariser les sansà Liège. Elle sera examinée par le conseil communal du 10 février prochain.

Tout comme à Liège, le conseil communal de Verviers du 10 février prochain examinera une motion « sur la question de la régularisation des personnes sans-papiers ». C'est le groupe

Cette motion propose ainsi au papiers, au cas par cas, comme conseil de «demander la mise en place de régularisations au cas par cas des personnes sanspapiers, sur base de critères clairs, et confiées à une commission permanente indépendante de l'Office des étrangers ». Ensuite, elle propose encore « de charger le bourgmestre de trans-

ciateurs fédéraux et aux présidents des différents partis du Parlement fédéral.»

« Je me suis inspirée de celle de Liège. Le but est de donner un signal fort au gouvernement de ce qu'on veut atteindre comme objectif pour les sans-papiers. Il ne faut jamais oublier que ce sont des êtres humains », estime la conseillère Nezha Darraji, à mettre cette motion aux négo- l'origine de la motion vervié-



toise. «La Belgique a des obligations en matière de conventions internationales.» Pas question de tous les régulariser selon elle, mais de regarder au cas par cas pour accélérer leur intégration dans la société. Cette motion serait la suite logique de la motion «Verviers, ville hospitalière» adoptée le 29 janvier estime encore la 2018, conseillère.

«Certains diront que ce n'est pas au niveau local de traiter de tels sujets, mais sinon on ne se positionne jamais », ajoute-telle. «De plus, ça a clairement un impact au niveau local. » 🔾